

Pierre Béliveau, *Les garanties juridiques dans les Chartes des droits*, volume 2, Montréal, Les Éditions Thémis, 1992, 334 pages, ISBN 2-89400-010-3

G. Perreault Martin, *Le secrétariat en droit corporatif : simple et accessible!*, Montréal, Wilson & Lafleur Martel Ltée, 1993, 344 pages, ISBN 2-920831-38-0

Walter Suma Tarnopolsky, Joyce Whitman, Monique Ouellette, *Discrimination in the law and the administration of justice — La discrimination dans le droit et l'administration de la justice*, Montréal, Les Éditions Thémis inc., 1989, 608 pages, ISBN 2-89400-019-7

Kenneth J. Vandavelde, *United States Investment Treaties, Policy and Practice*, Boston, Kluwer Law and Taxation Publishers, 1992, 232 pages, ISBN 90-6544-576-5

Julie Boulanger, Manon Lavigne, Isabelle Solon Héral et Athena Debbie Efrain

---

Volume 25, numéro 1, mars 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056410ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056410ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Éditions Wilson & Lafleur, inc.

ISSN

0035-3086 (imprimé)

2292-2512 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce compte rendu

Boulanger, J., Lavigne, M., Solon Héral, I. & Efrain, A. D. (1994). Compte rendu de [Pierre Béliveau, *Les garanties juridiques dans les Chartes des droits*, volume 2, Montréal, Les Éditions Thémis, 1992, 334 pages, ISBN 2-89400-010-3 / G. Perreault Martin, *Le secrétariat en droit corporatif : simple et accessible!*, Montréal, Wilson & Lafleur Martel Ltée, 1993, 344 pages, ISBN 2-920831-38-0 / Walter Suma Tarnopolsky, Joyce Whitman, Monique Ouellette, *Discrimination in the law and the administration of justice — La discrimination dans le droit et l'administration de la justice*, Montréal, Les Éditions Thémis inc., 1989, 608 pages, ISBN 2-89400-019-7 / Kenneth J. Vandavelde, *United States Investment Treaties, Policy and Practice*, Boston, Kluwer Law and Taxation Publishers, 1992, 232 pages, ISBN 90-6544-576-5]. *Revue générale de droit*, 25(1), 159–162. <https://doi.org/10.7202/1056410ar>

---

Droits d'auteur © Faculté de droit, Section de droit civil, Université d'Ottawa, 1994

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

## NOTULES

**Pierre BÉLIVEAU, *Les garanties juridiques dans les Chartes des droits*, volume 2, Montréal, Les Éditions Thémis, 1992, 334 pages, ISBN 2-89400-010-3.**

Le professeur Béliveau de l'Université de Montréal nous présente un deuxième volume sur « Les garanties juridiques dans les Chartes des droits ». Le premier (recensé dans : (1992) 23 *R.G.D.* 618) faisait l'étude des principes généraux, des garanties prévues aux articles 7 à 10 et de quelques-unes prévues à l'article 11. Le présent ouvrage complète le précédent en traitant des autres garanties juridiques.

Ce livre analyse quatre types de garanties. Il s'agit des garanties relatives à l'audition, à la présomption d'innocence, à la sentence et aux traitements et, finalement, aux recours pénaux multiples.

En ce qui a trait aux garanties relatives à l'audition, comme le souligne l'auteur, « la Charte n'exige pas explicitement la tenue d'une audition », mais puisque y sont prévues certaines exigences relatives à la tenue du procès, il en conclut que cette garantie ressort implicitement de la Charte. L'auteur, dans le cadre de cette étude, abordera donc successivement chacune de ces exigences : le droit à un procès public, le droit d'être jugé dans un délai raisonnable et le droit à l'assistance d'un interprète.

Le professeur Béliveau traite des garanties relatives à la présomption d'innocence en deux temps. Dans un premier temps, il aborde les questions d'application de la garantie et le cas de son exclusion à l'égard des questions incidentes soulevées lors d'un procès. Dans un deuxième temps, il traite des garanties qui découlent de la présomption d'innocence, à savoir le droit à un cautionnement raisonnable et le droit de ne pas s'incriminer.

Dans la partie de l'étude portant sur les garanties relatives à la sentence et aux traitements, l'auteur traite alternativement de la protection contre l'arbitraire, de la protection contre les peines et traitements cruels et inusités et du droit au bénéfice de la peine la moins sévère.

Les dernières garanties étudiées sont celles relatives aux recours pénaux multiples. Dans ce chapitre, l'auteur examine d'abord la portée de la protection dont jouit l'inculpé déjà acquitté, pour ensuite traiter de celle dont bénéficie celui déjà puni.

Au début de l'ouvrage, nous retrouvons deux tables des matières, l'une réservée au volume 1 et l'autre, au volume 2. Ensemble, elles constituent le plan détaillé de l'étude complète de l'auteur, car en fait le volume 2 n'est pas un tout en soi, il n'est que la suite de l'étude entreprise dans le volume précédent. Ces tables des matières sont donc extrêmement importantes pour le lecteur qui veut savoir où dans le plan débute le présent volume. On retrouve aussi, à la fin du livre, une table de jurisprudence et une table analytique, avec renvois aux numéros des pages, ce qui facilite grandement la consultation.

**Julie BOULANGER**

**G. PERREAULT MARTIN, *Le secrétariat en droit corporatif: simple et accessible!*, Montréal, Wilson & Lafleur Martel Ltée, 1993, 344 pages, ISBN 2-920831-38-0.**

Cet ouvrage, rédigé par une secrétaire, se veut un complément à la série : *La compagnie au Québec*, qui est une référence de base en droit corporatif au Québec. Cette série est élaborée par M<sup>es</sup> Maurice et Paul Martel.

Dans son volume facile à consulter, son auteure, Gabrielle Perrault Martin a réuni des informations principales et des exemples concrets pour le domaine du droit corporatif.

Bien que conçu pour aider les secrétaires dans l'élaboration de leurs dossiers corporatifs, ce manuel est aussi un guide pratique pour l'avocat.

Les compagnies du Québec peuvent être constituées en vertu de la loi provinciale, qui est régie par la *Loi sur les compagnies du Québec*, ou en vertu de la loi fédérale, qui est régie par la *Loi régissant les sociétés*

par actions du régime fédéral. En conséquence, il y aura deux volets à toutes les explications données dans ce livre : le volet provincial et le volet fédéral.

De plus, toutes les étapes pour la structuration d'une compagnie sont abordées avec simplicité. Chaque chapitre comprend des explications claires, des exemples pertinents et des reproductions des formulaires nécessaires.

La plupart des exemples sont des modèles à remplir. Qu'il s'agisse d'un modèle d'un avis de convocation à une assemblée du conseil d'administration, d'un règlement relatif à la continuation d'une compagnie, d'une convention de fusion, d'une requête pour dissolution volontaire, d'un contrat d'achat d'actions ou de diverses résolutions, la base du document est déjà construite et il ne reste qu'à remplir les espaces blancs. Cette liste n'est pas exhaustive et on peut retrouver à travers les chapitres tous les exemples nécessaires pour la structuration d'une compagnie.

Pour faciliter sa consultation ce livre de référence est divisé en sept chapitres intitulés comme suit : La constitution en compagnie, l'organisation d'une compagnie, la mise à jour annuelle d'une compagnie, la continuation sous la Partie IA, la fusion de compagnies, la dissolution de compagnies et les diverses résolutions.

Étant divisé en chapitres bien détaillés et en plusieurs sous-parties, ayant en plus une liste de références des principales adresses et numéros de téléphone et ayant aussi une partie portant sur les tarifs de droits en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 1993, on ne peut que conclure que l'auteure a voulu nous présenter un volume complet et surtout pratique qui cerne bien le droit corporatif au Québec.

**Manon LAVIGNE**

**Walter Suma TARNOPOLSKY, Joyce WHITMAN, Monique OUELLETTE, *Discrimination in the law and the administration of justice — La discrimination dans le droit et l'administration de la justice*, Montréal, Les Éditions Thémis inc., 1989, 608 pages, ISBN 2-89400-019-7.**

La lutte contre la discrimination est une question de grande importance pour tout juriste. Ainsi, cet ouvrage est le fruit du travail de recherche des participants à un colloque organisé par l'Institut Canadien d'Admi-

nistration de la Justice, portant sur la discrimination dans le droit et l'administration de la justice.

L'œuvre est composée d'articles, rédigés en français ou en anglais, qui traitent de différents domaines du droit dans lesquels on retrouve un élément de discrimination. La diversité des sujets traités nous permet de voir la magnitude du problème.

Le premier article de l'œuvre, écrit par le regretté monsieur le juge Tarnopolsky donne une vision générale de l'histoire de la discrimination dans le droit au Canada. Cet article nous montre que plusieurs progrès ont été faits dans ce domaine depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, notamment depuis 1982 soit l'existence de la *Charte canadienne des droits et libertés*. Cependant, monsieur Tarnopolsky annonce le reste de l'ouvrage en démontrant qu'il reste plusieurs problèmes à régler dans ce domaine. Ainsi, parmi les sujets traités dans cet ouvrage on retrouve entre autres, la question des droits linguistiques, la discrimination dans l'emploi, le droit électoral, le droit des autochtones, la discrimination en fonction du sexe, de l'âge, de la classe sociale et de l'orientation sexuelle. D'autre part, certains articles traitent du rôle et du fonctionnement des commissions des droits de la personne au Canada.

Outre Walter S. Tarnopolsky, les auteurs qui ont participé à la rédaction de cet ouvrage sont Kathleen Ruff, W. Brent Cotter, Madelaine Caron, David A. Holgate, Allan L. McLarty, Stanley M. Makuch, Heino Lilles, Warren J. Newman, Don McDougall, Nicholas Bala, Marnie Clarke, Elaine M. Todres, Russell G. Juriansz, Sheilah L. Martin, Mary Eberts, John McLaren, John C. Courtney, Edward McWhinney, James A. Jerome, Bernard M. Dickens, Gerald Robertson, Raj Anand, James L.F. Gladstone, Nicole Duval Hesler, Louis Paul Cullen, Béatrice Vizkelety, Edward McWhinney et Patrick Kerans.

En somme l'ouvrage est fort intéressant car il informe sur un grand nombre de sujets tout en éveillant la conscience du juriste devant le problème de l'existence de la discrimination dans le droit et l'administration de la justice. Tout juriste devrait prendre position à l'encontre de ce phénomène qui est contraire à l'esprit de la profession.

Il est dommage de ne pas avoir inclus à la fin de l'ouvrage un index ou même une bibliographie sommaire afin de faciliter la

tâche de celui qui désire entreprendre une recherche plus approfondie du sujet.

Isabelle SOLON HÉLAL

**Kenneth J. VANDELDELDE**, *United States Investment Treaties, Policy and Practice*, Boston, Kluwer Law and Taxation Publishers, 1992, 232 pages, ISBN 90-6544-576-5.

Canada is a new player in the arena of Bilateral Investment Treaties. In fact, it is only in the nineties that Canada has signed treaties for the promotion and protection of foreign investments. However, the United States has been active in negotiating and promoting Bilateral Investment Treaties for over one century. Thus, comprehensive legal literature on American *Bilateral Investment Treaties (BITs)* was well overdue.

One of the most valuable elements of this book is that it comes from the author's experience while he was an attorney-adviser with the United States State Department Legal Adviser's Office in the 1980s. As such, Mr. Vandeveldelde has not only worked with BITs but has been party to drafting model texts. His insight knowledge undoubtedly makes the comprehensive nature of this book possible. Although Mr. Vandeveldelde clearly dissociates the views expressed in his work from the United States Government's Policy, the reader clearly senses that the author's views on Bilateral Investment Treaties have been strongly influenced by American policy. Mr. Vandeveldelde views BITs as a means to develop permanent and clear rules governing investment and, as such, supports efforts to negotiate further BITs so as to truly establish a network of such treaties which promote, protect and encourage investment.

Mr. Vandeveldelde first undertakes a historical study of investment treaties, once known as *Friendship, commerce and navigation treaties*, and reviews these treaties in light of American foreign policy. He then introduces and analyzes the recent version of Bilateral Investment Treaties, which gained popularity in the United States under the Democratic Administration of the late seventies.

From a practical perspective, this book is divided into twelve chapters and three appendices. The first three chapters offer gen-

eral commentary on the genesis and evolution of the American BIT program, as well as the role such BITs have played in United States foreign policy.

Chapter four examines the scope of BITs protections by defining the terminology used in most of these treaties. The author characterizes standard terms such as *covered investment, national of a party, company of a party and territory of a party*. Mr. Vandeveldelde then addresses the applicability of BITs in the context of political subdivisions, as well as their applicability on investments existing prior to the conclusion of such treaties.

The next eight chapters discuss the eleven American BITs which had been signed at the time this book was written. In chapter five, the author dissects each investment treaty by providing analysis and interpretation on the *general treatment clauses* inserted in such treaties and, in chapter six, Mr. Vandeveldelde provides the same analysis for *specific treatment provisions* found in BITs. The reader discovers how all American BITs share several common characteristics in structure, form and substance. The BITs all include standard provisions such as the "*most favored nation treatment*" (*MFN*) clause whereby both countries undertake to treat other countries' investments no less favorably than investments of nationals of the host state or any other state.

Covenants offering protection against expropriation and currency transfers are discussed in chapters seven and eight respectively. Mr. Vandeveldelde first addresses the United States practice prior to the conclusion of such BITs and then provides analysis on the standard safeguard clauses found in U.S. BITs. The aim of such provisions is to ensure compensation to American investors in the event the host government explicitly expropriates the investment or, even in the case where the host government implicitly expropriates the investment by imposing overly burdensome controls on currency transfers.

Chapters nine and ten introduce in depth analysis on the settlement of investment disputes in bilateral treaties. The author discusses the history of the settlement of investment-related disputes prior to the conclusion of Bilateral Investment Treaties which involved the resolution of disputes merely by the two countries party to the dispute. Mr. Vandeveldelde then undertakes the study of third-

party arbitration of investment-related disputes which is an innovation found in U.S. BITs.

To complete analysis and review of the American Bilateral Investment Treaties, chapter eleven provides the reader with some additional provisions often found in BITs. The author discusses standard clauses foreseen in American Bilateral Investment Treaties concerning issues such as *war and civil disturbance*, *taxation* as well as formalities such as *entry into force*, *duration* and *termination* of such BITs.

Finally, chapter twelve examines the content of an American BIT concluded with the Eastern European country of Poland. Mr. Vandeveldt discusses how the American BIT with Poland was tailored to meet the particular circumstances of an Eastern European country emerging into changing political and economic realities. As such, the Polish BIT does not share the standard characteristics

found in most of the other standard American BITs.

The three appendices provide the reader with useful copies of prototype BITs signed by the United States government, as well as BIT submittal letters. In providing all of these documents, the author makes his work, not only a theoretician's tool but also, a useful practitioner's tool.

This book truly offers comprehensive commentary on U.S. BITs. However, it is comprehensive in so far as its cut-off date, which the author set to be December 1 1990. My regret is that Mr. Vandeveldt did not choose to make his work into loose leaf form where it can be periodically updated, as new BITs are concluded by the United States. In this perspective, "United States Investment Treaties, Policy and Practice, *Part II*" would be welcomed in a few years.

**Athena Debbie EFRAIM**